



BÜLTEN BULLETIN

**INFO-TÜRK AJANSI
AGENCE INFO-TÜRK
INFO-TÜRK AGENCY**

EDITION ET DIFFUSION EN BELGIQUE: COODIFF
561, CHAUSSEE DE NINOVE - 1080 BRUXELLES
TELEPHONE: (32-2) 523 22 26 et 522 98 12

PERIODIQUE MENSUEL
Juin 1977 - G.23-F.8
Prix: 10 FB
Abonnement annuel
Belgique: 100 FB
Etranger: 200 FB

La reproduction de nos articles est autorisée avec la mention de la référence INFO-TÜRK ou ITA

ELECTIONS DU 5 JUIN: LE SYSTEME ELECTORAL ANTI-DEMOCRATIQUE ET LA TERREUR FASCISTE EMPECHENT LE PEUPLE DE MANIFESTER SA VOLONTE

ANKARA (ITA) - Le 5 juin 1977, plus de 20 millions d'électeurs iront aux urnes en Turquie pour élire une nouvelle Assemblée Nationale et un tiers des membres du Sénat. Mais personne ne peut prétendre que ces élections seront faites de manière à assurer la participation de tous les électeurs, spécialement de ceux des partis d'opposition et la représentation au Parlement des masses laborieuses.

Tout d'abord, le système électoral actuel en Turquie est le principal obstacle à une représentation législative démocratique.

Ensuite, les actes terroristes commis tout à la fois par les forces de sécurité et les unités de commandos para-militaires fascistes, les "Loups Gris", effraient beaucoup de gens et les empêchent ainsi d'aller aux urnes.

Un Système Electoral Anti-démocratique

Au cours des 22 dernières années, depuis la naissance de l'ère des partis multiples, la Turquie a connu de nombreux changements du système électoral. A l'origine de chaque loi électorale, on décèle aisément l'influence des partis au pouvoir, soit le Parti républicain du peuple (CHP) ou le Parti de la Justice (AP).

Le premier système électoral a été le système majoritaire; la liste du parti qui obtenait le plus de voix recevait tous les sièges, sans considération pour les suffrages obtenus par d'autres partis, même si ceux-ci étaient très proches. Mais, aux élections de 1950, ce système agit comme un boomerang à l'égard du CHP et contribua à la victoire éclatante du Parti Démocrate (DP).

Les militaires, auteurs du coup d'Etat de 1960, imposèrent un système proportionnel pour donner une représentation plus équitable aux petits partis.

Le système le plus démocratique fut adopté aux élections de 1965. Le système des voix en surplus permit aux suffrages des partis qui ne purent franchir le niveau provincial d'être comptés au niveau national. Les voix en surplus étaient maintenant ajoutées au restant national. Les sièges qui n'étaient pas distribués dans les provinces l'étaient au niveau national en proportion des voix des partis. Ce système

permet au Parti Ouvrier de Turquie, récemment formé d'être représenté au Parlement par 15 députés.

Mais le CHP et le AP, craignant la popularité croissante du Parti Ouvrier de Turquie (TIP), modifièrent encore une fois, en 1969, le système électoral. Les petits partis ont perdu ainsi leur chance d'être représentés d'une manière efficace dans le corps législatif. Par exemple, le TIP a perdu 13 sièges au Parlement lors des élections de 1969.

Ni les jeunes de moins de 21 ans, ni les travailleurs à l'étranger n'ont le droit de voter

Un autre aspect anti-démocratique du système électoral réside dans le fait que 2,5 millions de jeunes de moins de 21 ans, vivant en Turquie, et plus d'un million de travailleurs turcs à l'étranger n'ont pas le droit de voter. Prenant en considération que les électeurs enregistrés en Turquie représentent environ 20 millions, 17% d'entre eux, qui représentent le secteur le plus conscient de la population, n'ont pas le droit d'exprimer leur opinion quant à l'administration du pays.

Au cours de la période législative actuelle, aucun des partis représentés au Parlement n'a fait preuve du moindre effort pour garantir le droit de vote aux jeunes ni aux travailleurs à l'étranger.

Les propositions d'abaisser en Turquie l'âge de voter à 18 ans se sont heurtées à l'opposition des partis bourgeois qui prétendent que les jeunes de 18 ans sont à l'âge scolaire. Mais cet argument ne reflète pas du tout la situation générale: 2,5 millions de jeunes obtiendraient le droit de vote si la proposition était adoptée, alors que, d'après les évaluations les plus optimistes, seulement 300.000 d'entre eux sont dans les écoles. Les autres sont des ouvriers ou des employés et portent les mêmes responsabilités que le reste des citoyens.

Malgré de nombreuses promesses, les travailleurs turcs à l'étranger ne peuvent toujours pas voter. Les partis de droite au Parlement ont toujours fait obstruction à la proposition de reconnaître le droit de vote aux ouvriers à l'étranger. Le CHP également n'a pas poursuivi les efforts nécessaires pour que le projet de loi passe. Maintenant, durant la campagne électorale, le CHP essaie de convaincre les ouvriers à l'étranger de venir passer leurs vacances annuelles en Turquie au début de juin, afin de voter pour le CHP. Mais, pratiquement, cette proposition n'est pas réaliste du fait que l'époque des vacances est généralement fixée en accord avec les exigences des employeurs. En outre, à cause du chômage dans les pays européens, les travailleurs turcs craignent généralement de quitter, même pendant l'époque des vacances, le pays où ils travaillent.

Les élections primaires sont aussi un obstacle à la représentation démocratique

Les candidats d'un parti sont choisis par des élections primaires. Ce système fut introduit par la loi de 1965 sur les Partis Politiques de Turquie, en tant que réforme électorale partielle. Le but de ceux qui prairaient cette réforme était de réduire l'influence de l'état-major du parti et des chefs politiques locaux sur la sélection des candidats du parti.

Quoi qu'il en soit, le système primaire turc n'est pas aussi démocratique qu'on pourrait le croire à première vue... En fait, la sélection des candidats des partis bourgeois dépend pourtant encore de la volonté d'un nombre limité de gens. Tout d'abord, les primaires de tous les partis ne sont ouvertes qu'aux membres du parti. Alors que 20 millions d'électeurs sont enregistrés, les adhérents aux partis en Turquie ne dépassent pas un million. Cependant, il reste encore problématique pour le commun des adhérents, de pouvoir voter tous dans les élections primaires. En effet, une disposition temporaire de la Loi sur les Partis Politiques permet aux partis de limiter le nombre des votants. Seuls un certain nombre de délégués, indiqués dans les statuts du parti ont le droit de voter.

Cependant, plus le nombre de délégués est réduit, surtout dans quelques provinces où les partis n'ont pas beaucoup de membres, plus il est aisé pour ceux qui recherchent une candidature en tête de liste, d'essayer d'influencer les délégués par des moyens illégaux tels que la corruption.

Par ailleurs, la direction du parti peut mettre son veto à la nomination de toute personne considérée comme hostile à la fraction dirigeante.

La sécurité aux élections est menacée par les fascistes

Depuis que la Constitution de 1961 a imposé de nouvelles garanties pour la sécurité lors des élections, tout le contrôle et la surveillance de la procédure électorale sont exercés par des organismes judiciaires. Le Conseil Suprême des Elections, composé de 7 membres réguliers et 4 membres alternants qui sont choisis par la Haute Cour d'Appel et le Conseil d'Etat parmi leurs juges, fournit une garantie supplémentaire pour des élections démocratiques et sans fraude. Le même collège électoral révisé et porte un jugement final sur toutes les irrégularités, plaintes et objections concernant les matières électorales pendant et après les élections, y compris les élections primaires et la propagande électorale.

Malgré ces garanties constitutionnelles, le Gouvernement de Front Nationaliste viole la sécurité des élections par des moyens illégaux tels que la mobilisation des forces de l'Etat et des unités de commando para-militaires, les "Loups Gris"; ces forces menacent les électeurs qui approuvent les partis de gauche.

Par exemple, toutes les affiches collées aux murs par le Parti Ouvrier de Turquie (TIP) sont arrachées par la police et la gendarmerie, et des leaders et militants du parti sont détenus sans aucune justification. A Ankara et à Istanbul, des dirigeants locaux du TIP furent attaqués et blessés par des adversaires de leur parti. La Corporation de Radio-et-Télé Diffusion, appartenant à l'Etat (TRT) fait aussi tout son possible pour empêcher le TIP de propager le socialisme au cours de sa campagne électorale. Suivent le communiqué de presse de la direction du parti, l'Administration du TRT a censuré les slogans du parti tels que "A bas le chauvinisme; seule solution: le socialisme", "En avant pour l'indépendance, la démocratie et le socialisme", "Plantons le drapeau du socialisme sur le Parlement".

Le leader du Parti républicain du peuple (CHP)
en butte aux attaques à main armée

Le massacre du premier mai à Istanbul et les attaques à main armée contre les réunions électorales d'Ecevit, leader du CHP, dans trois villes ont été des exemples frappants de la violation de la sécurité des élections du 5 juin en Turquie.

Tandis que les provocateurs et exécuteurs du massacre du premier mai, qui causa la mort de 34 personnes et fit des centaines de blessés, sont toujours en liberté; les interventions d'Ecevit enregistrées sur bande durant l'attaque contre lui-même à Siran furent dévoilés.

Voici quelques extraits de cet enregistrement:

"Je désire que les forces de sécurité fassent leur devoir... Je fais appel aux forces de sécurité: Vous ne pouvez laisser assaillir le public à coups de pierres et de massues. Renvoyez les assaillants. Si vous ne le faites pas, je viendrai et le ferai. Nous n'abandonnerons pas les enfants et le pays à ces bandits. (Coups de feu). Ne vous tourmentez pas, Mesdames, n'ayez pas peur. Je suis ici. S'ils en arrivent à tuer, ils me tueront le premier."

(Aux soldats de la gendarmerie dispersés):

"Commandant... Votre devoir est d'empêcher que ces gens soient lapidés. Ne laissez pas une poignée de gosses écraser les soldats turcs. Laisseriez-vous une poignée de gosses écraser les soldats?"

.....

Après son retour de la campagne électorale, à Ankara, Ecevit fit la déclaration suivante au sujet des assauts: "Les dangers rencontrés au cours de mon voyage sont naturels. Si la vie n'est pas en sécurité à Ankara, dans les rues, dans les écoles, dans les dortoirs, je n'ai pas le droit de chercher la sécurité pour ma vie. Ou bien nos vies sont assurées comme un tout et pour chacun, ou bien personne n'est en sécurité. Je suis content d'être à nouveau parmi vous. Mais ma pensée est dans ces endroits lointains du pays, où j'ai laissé des gens, sans sécurité, avec des assassins identifiés mais toujours en liberté."

D'autre part, pour prouver que le massacre du premier mai avait été combiné et exécuté par les forces de sécurité, un film du massacre a été montré à la presse le 15 mai 1977, à Istanbul.

Dans ce film on peut voir clairement trois policiers qui étaient montés sur le toit du building d'Administration des Eaux et qui ouvraient le feu sur la foule, en bas, dans le Square Taksim. Mais ces policiers ne furent jamais arrêtés.

En plus de ces attaques et assassinats politiques, les unités de commando paramilitaires fascistes, les "Loups Gris" ont encore tué neuf personnes en moins d'une semaine.

Le 13 mai: le policier Rüstem Çankaya fut tué par balles à Ankara.

Le 16 mai: L'étudiant Mehmet Albay fut tué par balles à Ankara.

Le 17 mai: L'étudiant Zeki Bük fut tué par balles à Istanbul.

Le 18 mai: L'étudiant Ekrem Tar fut tué par l'explosion d'une bombe à Ankara.

Le 19 mai: Le chauffeur Ismail Bilgi fut tué par balles à Trabzon.

L'étudiant Enver Özdek fut poignardé à mort à Adana.

Le 20 mai: L'étudiant Adil Kaner fut tué par balles à Gaziantep.

Le 24 mai: L'étudiant Erol Erbiçer fut poignardé à mort à Turgutlu.

L'ouvrier Mustafa Yiğit fut poignardé à mort à Seydişehir.

Ainsi, le nombre total des victimes d'assassinats politiques monta de 228 à 237 au cours d'une période de 25 mois de Gouvernement de Front Nationaliste.

Bien plus, l'ex-colonel Alparslan Türkeş, leader du Parti fasciste MHP et le vice premier ministre du Gouvernement de Front Nationaliste ont déclaré publiquement que les Unités de Commando des "Loups Gris" établiraient l'ordre aux bureaux de vote et n'hésiteraient pas à tirer si c'était nécessaire. Le but de cette menace est d'empêcher les électeurs de gauche d'aller aux urnes.

Des Journalistes jugés par des Tribunaux Militaires

Les tribunaux militaires sont chargés aussi d'intimider la presse d'opposition. Récemment, une cour militaire à Istanbul condamna M. Tektaş Agaoglu, éditeur de l'hebdomadaire Gerçek, à un an de prison pour avoir diffamé les Forces Armées turques. Ce verdict fut approuvé par la Cour militaire de Cassation.

Mlle Leyla Cümbüş, éditrice de l'hebdomadaire Halkın Sesi est aussi jugée par le même tribunal militaire pour avoir critiqué l'Opération militaire des Forces Armées turques à Chypre.

Les avocats affirment que les tribunaux militaires ne sont pas autorisés à juger les journalistes et que ces jugements sont une violation de la Constitution.

La grande bourgeoisie veut un gouvernement fort

Le plus grand industriel turc, Vehbi Koç fit appel aux citoyens de Turquie, les engageant à voter aux élections du 5 juin et à assurer la formation d'un gouvernement fort.

"Les élections sont très importantes. Chacun devrait aller aux urnes et voter pour le parti auquel il croit," déclara Koç. "Notre plus grand désir c'est qu'un gouvernement fort puisse être formé après les élections. Il y a de nombreux problèmes intérieurs et internationaux que seul un gouvernement fort peut résoudre."

Il ajoute que le gouvernement aurait à rétablir de bonnes relations entre la Turquie et les USA et la Communauté Economique Européenne.

Pour la grande bourgeoisie de Turquie, il n'existe pas de différence entre le AP et le CHP et chacun d'eux devrait arriver seul au pouvoir. Mais si cela n'est pas possible, la grande bourgeoisie préconise un gouvernement de coalition AP-CHP.

Course entre le AP et le CHP pour gagner la confiance de la bourgeoisie

Alors que le AP défend publiquement les intérêts de la bourgeoisie, le CHP essaie de faire la même chose avec un programme qui promet plus de réformes pour assurer la paix sociale.

Le président du parti, Ecevit, durant sa campagne électorale, a attaqué la gauche dans le but d'obtenir la confiance des USA et de la grande bourgeoisie turque.

Malgré le fait que quelques groupes "de gauche" soutiennent inconditionnellement le CHP et accusent le Parti Ouvrier de Turquie (TIP) de diviser les voix de gauche

en participant aux élections, le leader du CHP, Ecevit, avertit les candidats et les organisations du parti d'avoir à éviter tout rapprochement avec d'autres groupes de gauche ou des vues de ceux-ci. Il déclara "n'allez pas vers eux en disant 'restons unis, car vous êtes de gauche et nous sommes de gauche'. De prétendre que nous soyons semblables nous ferait perdre la confiance du peuple et celle de la gauche aussi. Il nous est impossible de satisfaire en même temps toutes ces différences existant dans la gauche."

Répondant à la critique de cercles de gauche qui affirmaient que le CHP est un parti "révisionniste, déviant de l'idéologie de gauche", Ecevit déclara: "Cette critique est erronée. Nous avons défini, au fil du temps, une philosophie démocratique de gauche, ensemble avec le peuple et en accord avec les conditions de notre pays. Elle nous appartient et c'est pour cela qu'elle ne peut "dévier" des idéologies de gauche nées dans des pays étrangers et que nous ne pouvons 'réviser' quelque chose dont nous n'avons jamais eu que faire."

Quant aux relations turco-américaines, Ecevit déclara que le CHP leur accordait l'importance qui leur revient.

"La possibilité que les relations Turco-USA puissent devenir nuisibles n'existe qu'au cas où les USA donneraient l'impression de soutenir un certain côté ou bien au cas où des doutes répandraient au sujet d'une intervention directe ou indirecte des Etats-Unis dans des incidents intérieurs qui provoqueraient la désapprobation dans le pays."

Le Poing de Demirel et les Etats-Unis

Süleyman Demirel, Premier Ministre et Président du Parti de la Justice (AP), déclara que, pour le pays, le résultat le plus important des élections du 5 juin sera de "procureur la stabilité" et il appela toutes les forces "nationalistes" à s'unir pour la "stabilité".

"Afin d'achever la stabilité et la cohérence, tous les nationalistes devraient s'unir dans le Parti de la Justice pour un même but, une même foi et détermination et pour le salut de la mère-patrie" déclara Demirel.

Il prétendit que les troubles en Turquie sont le résultat d'une "conspiration" organisée par le communisme, non seulement en Turquie, mais dans le monde entier, et visant à déviser et détruire la République turque.

"Le Parti de la Justice considère qu'il est de son devoir de lutter contre le communisme, pour la mère-patrie; il le considère comme une nécessité préalable pour le nationalisme. Il croit aussi que c'est une obligation pour tous les enfants de la mère-patrie de quelque parti qu'ils soient, de rejoindre le Parti de la Justice dans cette lutte."

Dans sa campagne électorale, le Parti de la Justice essaie d'exploiter la rencontre de Demirel avec le Président Carter à Londres. L'Agence de presse semi-officielle AA annonça après la rencontre avec le Président Carter, que Demirel leva le poing et en frappa la table de négociation en disant: "je ne permettrai à personne de piétiner les droits de la Turquie."

Tandis que la presse de gauche se moquait de l'incident du "poing", les politiciens pro-gouvernementaux réagissaient aussi à cet incident. Necmettin Erbakan, Vice-Premier Ministre et Président du Parti de Salut National déclara dans un discours électoral: "Il a frappé du poing la table de Carter! Ne me faites pas rire. Qui est-il pour avoir fait cela à Carter? Il est allé là-bas avec son corps gras pour faire des cabrioles devant les Américains, les suppliant de l'aider."

Deux partis de droite et le problème de Chypre

Deux partis d'extrême droite ont aussi dévoilé leurs manifestes électoraux.

Le Parti de Salut National (MSP) veut proclamer l'indépendance de l'Etat turc fédéré de Chypre, démilitariser les Iles Egéennes contrôlées par la Grèce et refaire du Musée de Ste Sophie (Haghia Sophia) une mosquée, telle qu'elle était à l'époque de l'Empire Ottoman; de plus, il veut développer les relations avec les pays musulmans, s'il arrive au pouvoir seul.

L'autre part, le manifeste électoral du Parti d'Action Nationaliste (MHP) exige que Chypre appartienne entièrement à la Turquie: "Le MHP s'oppose à toute concession

à Chypre. Il est hors de question de considérer que des concessions puissent être faites, à supposer une supériorité grecque à Chypre, ce qui serait la projection de la Grèce sur l'île qui appartient à la Turquie comme nécessité de sécurité nationale, de ses intérêts et de la géographie même."

Le Parti Ouvrier de Turquie (TIP) a proposé des ouvriers

Alors que les sept partis bourgeois luttent pour satisfaire les classes dirigeantes et les cercles réactionnaires, seul le Parti Ouvrier de Turquie (TIP), avec son programme et ses candidats défend les intérêts des masses laborieuses de Turquie.

Le TIP qui participe aux élections dans quinze des 67 provinces de Turquie présente au total 183 candidats. Parmi ces candidats 44% sont des ouvriers et des leaders syndicaux, 5% des ouvriers agricoles, 12% des techniciens, 7% des enseignants, 20% des socialistes intellectuels tels que des écrivains, journalistes, médecins, avocats, et 2% des artisans.

Les leaders du TIP accusent à la fois le AP et le CHP de mener leur campagne électorale sur la base de l'anti-communisme et la désignation des commandants de l'armée qui ont été responsables de la violation des droits de l'Homme durant la période de pouvoir militaire, en 1971 et 1973.

Le Commandant des Forces Navales et le Commandant de l'Etat-Major de Loi Martiale à Eskisehir prennent place sur les listes électorales du CHP et le Commandant de l'Etat-Major de Loi Martiale à Istanbul et le Président du Tribunal de Loi Martiale d'Ankara sur celles du AP.

Un autre responsable de cette période, le Commandant des Forces Aériennes est déjà un représentant du CHP au Sénat.

D'autre part, au cours des élections primaires récentes, la direction du CHP mit son veto à la participation aux primaires de 89 candidats qui sont considérés comme "de gauche", plutôt que dans la ligne du CHP. (C-DN-M-H-PB-DG-ET-27/5)

LES TRAVAILLEURS TURC EN BELGIQUE MENENT LA CAMPAGNE CONTRE LA REPRESSION EN TURQUIE

BRUXELLES (ITA) - Les militants turcs des deux organisations syndicales en Belgique qui mènent une campagne contre la répression en Turquie envoient la lettre ci-dessous aux forces démocratiques de Belgique:

"La Turquie se trouve à un tournant de son histoire. Pour la première fois, en Turquie, il est possible qu'à la suite des élections générales du 5 juin 1977, un gouvernement démocratique puisse se former à l'aide des voix populaires.

"Le gouvernement du Front Nationaliste, représentant des milieux dominants, a recours aux assassinats, à la répression, à la torture, aux commandos armés "Loups Gris" contre des réunions populaires, afin de briser les forces démocratiques et d'empêcher le déroulement libre des élections du 5 juin 1977. Leur but est de briser la prise de conscience des travailleurs et du peuple qui veulent prendre en main leur destinée.

"Le massacre du 1er mai 1977 à Istanbul est le dernier exemple de cette série d'oppressions.

"Nous n'avons pas de doute que malgré la répression de toute sorte et diverses provocations, le peuple de Turquie traversera cette période avec succès. Pour cela, nous trouvons qu'à cette lutte démocratique du peuple de Turquie, toutes les forces démocratiques en dehors de la Turquie ont le devoir de lui manifester leur solidarité.

"Partant de cette nécessité, les travailleurs de Turquie affiliés à la CSC et à la FGTB, ont organisé une conférence de presse le 4 mai 1977, afin d'informer l'opinion publique sur les réalités de la Turquie. Ainsi commençait la campagne de solidarité.

"Les militants turcs des deux organisations syndicales en Belgique, étant conscients du fait qu'il soivent défendre les intérêts économiques et démocratiques

des travailleurs de Turquie de différentes tendances, vous demandent, afin que cette campagne de solidarité puisse avancer efficacement, de signer le texte ci-joint et de le retourner aux adresses de deux syndicats. Le texte avec les signatures sera envoyé au Président de la République de Turquie. Bien fraternellement."

CSC Section turque

FGTB Comité des Travailleurs de Turquie

LE TEXTE QUI SERA ENVOYE AU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DE TURQUIE

Monsieur Fahri Korutürk
Président de la République
de Turquie
Çankaya - Ankara - TURQUIE

Monsieur le Président,

Les soussignés désirent que le peuple turc soit dirigé démocratiquement et que ses conditions de vie s'améliorent tant du point de vue politique qu'économique et social.

A cette fin nous nous permettons de vous demander d'intervenir en votre qualité de Président:

- pour l'arrêt de la répression, de l'oppression et des assassinats qui ne frappent que les forces démocratiques de Turquie et que les coupables soient démasqués;
- pour que les responsables du massacre des travailleurs du 1er mai 1977 à Istanbul soient arrêtés et traduits en justice.

Nous avons confiance dans le peuple de Turquie et nous pensons qu'il est libre de choisir ses représentants, il optera pour des hommes capables de construire demain une société plus juste et plus démocratique.

Nous espérons que votre pressant appel sera entendu.

SIGNATURES

ABONNEZ - VOUS AU BULLETIN INFO-TÜRK

Pour chaque édition en français, en anglais et en turc
l'abonnement annuel: BELGIQUE: 100 FB, ETRANGER 200 FB

Virement:

COODIFF s.c. - Compte: 001-0414791-95 - Bruxelles - BELGIQUE

Correspondance:

AGENCE INFO-TÜRK

COODIFF s.c. - 561, chaussée de Ninove - 1080 Bruxelles - BELGIQUE